

« Le capitalisme privatise la vie et socialise la mort ». Entretien avec T. Bhattacharya

vendredi 13 août 2021, par [BHATTACHARYA Tithi](#), [JAFFE Sarah](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2021).

La crise du coronavirus a révélé à beaucoup d'entre nous, avec une clarté brutale, avec quelle rapidité la société peut changer, mais aussi ce dont nous pouvons - ou nous ne pouvons pas - nous passer. On découvre qu'en temps de crise, de larges secteurs d'une économie capitaliste peuvent être presque mis à l'arrêt, en même temps que les ressources sont redirigées vers la santé. Beaucoup de choses que l'on disait auparavant impossible - de la libération des détenus à la suspension des loyers et échéances de prêts immobiliers en passant par la simple distribution de liquidités bancaires à tous les ménages d'un pays - sont en cours.

*[Tithi Bhattacharya](#) a réfléchi, depuis un certain temps maintenant, à quoi ressemblerait une société dont la boussole serait les vies humaines, et non les nécessités du Marché Tout-Puissant. Elle est professeure d'histoire et directrice des « global studies » de l'Université Purdue, co-autrice du [Féminisme pour les 99 : un Manifeste](#), membre du conseil éditorial de la nouvelle revue *Spectre*, et éditrice d'un récent livre intitulé [Social Reproduction Theory : Remapping Class, Recentring Oppression](#). Nous avons discuté avec elle de ce que la théorie de la reproduction sociale peut nous enseigner sur le mouvement actuel, des revendications que la gauche devrait porter en ce moment, et de comment nous pouvons utiliser les leçons tirées de la crise actuelle pour empêcher la catastrophe climatique.*

Sarah Jaffe : Pour commencer, peux-tu nous expliquer rapidement ce qu'est que la théorie de la reproduction sociale ?

Tithi Bhattacharya : La meilleure définition de la reproduction sociale, c'est l'ensemble des activités et institutions qui sont nécessaires pour produire la vie, la maintenir et garantir la succession des générations. Je les appelle les activités de « réalisation de la vie » [*life-making*].

Produire la vie au sens strict, c'est faire naître. Mais pour maintenir cette vie, nous avons besoin de toute une série d'autres activités, comme nettoyer, nourrir, cuisiner, laver le linge. Il y a des exigences matérielles institutionnalisées : une maison pour vivre ; des transports publics pour aller d'un endroit à un autre ; des installations publiques récréatives, des parcs, des activités périscolaires. Les écoles et les hôpitaux sont une partie des institutions de base nécessaires à maintenir la vie et à la réaliser.

Nous appelons ces activités et institutions impliquées dans ce processus de vie « travail de reproduction sociale » et « institutions de reproduction sociale ». Mais la reproduction sociale est aussi un cadre de pensée. Ce sont des lunettes à travers lesquelles nous regardons le monde qui nous entoure et tentons de le comprendre. Ce cadre analytique nous permet de localiser la source des richesses dans notre société, qui est à la fois la vie humaine que le travail humain.

Le cadre ou la paire de lunettes capitaliste est à l'opposé de la production de la vie ; c'est produire des choses ou produire du profit. Le capitalisme demande : « Combien de choses peut-on produire ? », parce que les choses génèrent du profit. Il considère non pas l'impact de ces choses sur les personnes, mais la création d'un empire de choses sur lequel le capitalisme régnerait en nécromancien suprême.

La majorité de ces activités et la majorité des emplois dans le secteur de la reproduction sociale – soins, enseignement, ménage – sont exercés par des travailleuses. Et comme le capitalisme est un système de production d'objets, et non de vie, ces activités et ces travailleuses sont sévèrement sous-valorisées. Les travailleuses de la reproduction sociale sont les plus mal rémunérées, elles sont les premières à être licenciées, affrontent constamment le harcèlement sexuel, et, souvent, des violences directes.

Jaffe : Nous sommes à un moment où des zombies tels que Glenn Beck disent très clairement qu'ils seraient heureux de mourir si le capitalisme pouvait continuer à fonctionner...

Bhattacharya : La crise du coronavirus a été tragiquement éclairante à deux égards. D'abord, elle a démontré ce que les féministes de la reproduction sociale disent depuis un certain temps ; que le travail du *care* [1] et de production de la vie sont essentiels à la société. En ce moment où nous sommes confinés, personne n'est en train de dire : « Nous avons besoin de courtiers et de banquiers d'investissement » ! Ils disent : « Continuons à faire travailler les infirmières, les femmes de ménage, les services de ramassage des ordures et de production alimentaire ». L'alimentation, le carburant, le logement, la propreté sont des « services essentiels ».

La crise a aussi révélé tragiquement combien le capitalisme est complètement incapable de réagir à une pandémie. Il est bien plus tourné vers la maximisation du profit que vers le maintien de la vie. [Les capitalistes affirment] que les plus grandes victimes de tout cela ne sont pas les innombrables vies perdues, mais bien l'économie. L'économie semble alors être l'enfant le plus vulnérable, que tous, de Trump à Boris Johnson, sont prêts à protéger à tout prix.

Dans le même temps, le secteur de la santé a été démembré aux États-Unis par la privatisation et par les mesures d'austérité. Les gens disent que les infirmières doivent se fabriquer des masques à la maison. J'ai toujours dit que le capitalisme privatise la vie et la production de la vie, mais je pense que nous devrions reformuler cela après la pandémie : « Le capitalisme privatise la vie mais socialise également la mort ».

Jaffe : J'aimerais qu'on parle de la manière dont le travail de soin et les autres formes de reproduction sociale sont dévalorisées. Le gouverneur de Pennsylvanie a dressé une liste des services vitaux qui peuvent rester ouverts. Des éboueurs ont abandonné le travail parce qu'ils n'avaient pas d'équipement de protection. Notre tendance à dévaloriser ce type de travail est affectée et affecte aussi ce que nous pensons des personnes qui l'exercent...

Bhattacharya : Les maisons de retraite et le secteur des soins assistés accueillent aujourd'hui [4 millions](#) de personnes aux États-Unis. La majorité d'entre elles dépendent du Medicare. Le *New York Times* a écrit récemment que [380 000](#) patients meurent tous les ans d'infections dans les établissements de soin de long terme, qui très souvent ne sont pas disposés à investir dans des installations sanitaires et de santé adéquates. Ces institutions tiennent un rôle important dans l'escalade des épidémies, auquel s'ajoute un facteur aggravant : aux États-Unis, [27 millions](#) de personnes n'ont pas de couverture médicale.

Près de [90 %](#) des travailleuses de santé à domicile et des auxiliaires de vie aux États-Unis sont des

femmes. Plus de 50 % d'entre elles sont des femmes racisées [*women of colour*]. Je ne sais pas - et personne ne le sait - combien d'entre elles sont sans-papiers. Elles sont doublement vulnérables, tant face à la perte de leurs emplois qu'aux raids de l'ICE [agence de contrôle de l'immigration et des douanes qui dépend du département de la Sécurité intérieure]. En moyenne, elles gagnent autour de 10 dollars par heure, n'ont pour la plupart ni congé maladie, ni assurance maladie. Ce sont ces femmes qui par leur travail font vivre un grand nombre d'établissements de soin de notre pays.

J'ai pris quelques-unes des catégories d'emploi qui sont dans la liste des services essentiels que les États de l'Indiana et de Pennsylvanie ont dressée, et j'ai comparé les salaires de ces travailleuses essentielles avec les salaires de PDG. La différence est astronomique. Les travailleuses de ces services qu'on dit aujourd'hui essentiels - que nous avons, en tant que féministes et socialistes, toujours su essentiels - reçoivent aujourd'hui moins de 10 dollars de l'heure alors que les banquiers sont assis chez eux.

Pendant la crise, nous avons besoin de revendiquer l'institution immédiate de ce que j'appelle la « rémunération de pandémie » [*pandemic pay*] pour les travailleuses des soins essentiels. Elles risquent leurs vies. Elles ont besoin de salaires nettement plus élevés. Qu'on investisse immédiatement dans les hôpitaux et services médicaux, qu'on tente de nationaliser la santé privée, [comme l'a fait l'Espagne](#). Qu'on généralise les soins à l'enfance et qu'on fournisse à tous une aide financière, et tout particulièrement à toutes et tous les salariés qui doivent aller travailler.

Qu'on arrête les rafles des services de l'immigration et les déportations, qui empêchent l'accès à l'aide médicale - du fait de la peur que d'aller chez le médecin, mène l'ICE jusqu'à elles et eux. L'Irlande et le Portugal ont fait passer des lois qui prolongent tous les visas et abolissent le statut de sans-papiers. Ce sont les modèles que nous devons suivre.

Jaffe : Un des grands bonds de l'épidémie dans l'état de Washington a été dû au fait que les travailleuses à domicile ont [plusieurs emplois](#) et, ainsi, ont apporté le virus dans plusieurs maisons de soin. Ne pas être payé suffisamment pour son emploi cause une plus grande dissémination du virus...

Bhattacharya : Le virus, en un sens, est démocratique. Il a touché même le prince Charles. Mais cela ne doit pas nous pousser à croire que l'accès au vaccin sera aussi démocratique que le virus. Comme pour toutes les autres maladies en contexte capitaliste, la pauvreté et l'accès aux soins vont déterminer qui vit et qui meurt.

Cela va avoir un effet dévastateur sur mon pays, l'Inde. Le premier-ministre fasciste Narendra Modi vient d'ordonner un *confinement* de vingt et un jours. Toutes les villes ont fermé leurs portes au commerce. Qu'est-ce qu'il se passe avec les travailleurs migrants ? Modi a un plan pour eux ? Non. Des millions de travailleurs errent littéralement à travers le pays pour retourner dans leurs villages d'origine, des files de personnes marchant sur les routes de l'ouest à l'est. Modi a fermé tous les transports publics et privés pour les empêcher de rentrer chez eux, puisqu'ils peuvent être porteurs de la contagion. Modi s'est cependant assuré que les Indiens vivant en dehors du pays - principalement de la classe moyenne supérieure - puissent rentrer en Inde. Il y a eu des vols spéciaux, des exceptions faites pour permettre aux avions de décoller malgré les annulations annoncées, ainsi que la délivrance de visas spécifiques.

C'est ainsi que de nombreux gouvernements capitalistes du Sud Global vont s'occuper de leurs pauvres. On va voir la maladie régner dans les favelas de Calcutta, Mumbai, Johannesburg, et ainsi de suite. On entend déjà des déclarations de nos gouvernants assurant que le virus est une manière que la planète a de récupérer, de se débarrasser des indésirables. C'est un appel eugéniste à

l'élimination sociale des plus vulnérables et des plus faibles.

Jaffe : Ce que cela nous montre, ce n'est pas que les émissions de gaz à effet de serre diminuent avec le nombre de personnes - puisque la plupart des gens ne sont pas en train de mourir. Ce que cela nous montre, c'est que le monde est beaucoup plus vivable sans autant de travail, parce que les personnes ne font - comme tu le disais - plus que le travail de production de vie...

Bhattacharya : Cet argument du coronavirus comme un bouton reset pour la planète est un argument éco-fasciste. Ce que ça devrait être, c'est un bouton reset pour l'organisation sociale. Si le virus s'éteint et que nous retournons mener la même vie qu'avant, alors cela ne nous aura rien appris.

Parce qu'il a été nécessaire de rester chez soi, nous avons pu trouver la beauté et le temps de profiter des personnes avec qui nous partageons nos maisons. Mais nous ne pouvons oublier que nos foyers sous le capitalisme, en même temps qu'ils offrent sécurité et protection, sont également le théâtre d'une violence incroyable. Il y a deux jours, j'ai reçu un e-mail d'un centre d'hébergement pour femmes victimes de violences conjugales où j'ai été bénévole, me demandant si je pensais revenir, parce qu'ils anticipaient une flambée du nombre de cas.

Mes camarades féministes au Brésil, au Sri Lanka et en Inde relatent toutes la même chose : une augmentation des [violences domestiques](#) domestiques à cause de « l'effet cocotte-minute » du confinement. Nous n'avons pas besoin d'isolement social. Nous avons besoin d'isolement physique et de solidarité sociale. Nous ne pouvons ignorer le voisin âgé qui vit de l'autre côté de la rue, et pour qui aller au supermarché peut ne pas être sûr. Nous ne pouvons pas ignorer notre collègue de travail qui vient travailler avec beaucoup trop de maquillage autour des yeux, et dit qu'elle s'est cognée la tête contre une porte. On doit s'assurer régulièrement que ces personnes vont bien.

Les gens font tout ça volontairement, même si nos dirigeants font le strict minimum pour les encourager réellement. Les enseignant·e·s passent chez leurs élèves, les rassurent et leur disent : « Tout va bien se passer ! ». L'école de mon quartier, comme beaucoup d'autres, fournit des repas aux moins de 18 ans. Dans mon État, ils sont distribués à domicile. Ce n'est pas quelque chose que le gouvernement fédéral ou un.e politicien.ne quelconque a impulsé. Ce sont les enseignants et les écoles qui ont décidé ça de leur propre initiative. Ce sont des actes de solidarité remarquables, de l'amour et de la tendresse qui fleurissent dans cette crise horrible. Ce sont nos ressources d'espoir.

Jaffe : Je me pose la question du travail domestique, parce que nous sommes dans une situation où beaucoup de ces travaux « essentiels » sont encore majoritairement accomplis par des femmes. Et le travail de soin dont ces femmes sont normalement responsables au domicile est aujourd'hui fait par leurs soudainement moins « essentiels » maris. Quelle perspective cela amène-t-il pour la compréhension par certains du travail de reproduction sociale ?

Bhattacharya : Joan C. Williams est l'autrice d'une étude intéressante qui démontre que les hommes des classes laborieuses s'occupent davantage des enfants que les hommes des classes moyennes. Ces derniers s'en vantent, alors que les premiers n'aiment pas l'admettre, parce que c'est considéré comme un travail de femme.

Je me demande si ce tabou se fragilisera. En moyenne, aux États-Unis, les femmes consacrent par semaine neuf heures de plus au travail domestique que les hommes. Cette différence de temps travaillé peut changer, mais je me demande si les attitudes sont susceptibles d'évoluer. Les hommes vont-ils devenir fiers de maintenir leur famille unie quand leurs partenaires contribuent au maintien

d'un monde uni ?

Jaffe : L'une des raisons pour lesquelles les hommes n'admettent pas cela, comme tu l'as dit, c'est que c'est un travail de femme. Une grande partie de ce travail est également racialisé. Beaucoup des personnes qui font ce travail de soin sont des femmes immigrées, des femmes racisées.

Bhattacharya : Aux États-Unis, ce travail est racialisé. Dans d'autres parties du monde, par exemple en Inde, ce sont encore des femmes migrantes, les plus pauvres et très souvent de caste inférieure. Dans n'importe quelle société, ce sont les plus vulnérables qui réalisent ce travail. Leurs salaires et prestations sociales le reflètent.

En termes de reproduction sociale, beaucoup des tâches que nous avons besoin d'assumer dans un jour donné sont réalisées par des femmes racisées. Nous ne pourrions pas manger, marcher dans les rues, prendre soin de nos enfants et de nos personnes âgées, avoir des maisons et hôtels nettoyés, sans le travail des femmes migrantes et des femmes noires. Le capitalisme ne reconnaît absolument pas ce travail de production du monde.

Jaffe : On entend beaucoup dire que cette crise que nous vivons est comme une guerre. Mais l'économiste James Meadway s'y réfère plutôt comme l'[antithèse d'une économie de guerre](#), parce que ce que nous devons faire est l'inverse de la guerre. Nous devons ralentir la production. J'espère que cela puisse nous permettre de comprendre que le travail qui est nécessaire et qui devra continuer à exister, même dans un monde radicalement différent, est un travail que nous avons constamment sous-évalué pendant des siècles, et ce à l'inverse des troupes [militaires] que nous sommes habitués à fétichiser.

Bhattacharya : Je suis d'accord avec James sur le fait que la production doit ralentir. Cependant, ce n'est pas le cas pour tous les types de production. Nous devons augmenter la production des fournitures médicales, de nourriture et d'autres ressources essentielles à la vie. Aux États-Unis, le pays le plus riche de la planète, j'ai des amies infirmières qui vont travailler sans l'équipement adéquat.

Mais prenons, par exemple, les achats en ligne. C'est super de pouvoir commander des vêtements ou des chaussures. Mais nous devons nous rappeler que, même si une paire de chaussures a déjà été produite, une fois commandées, elles doivent transiter par plusieurs lieux de travail jusqu'à arriver devant notre porte. Pensons aux routiers qui font ça, aux personnes qui gardent les relais routiers ouverts, à celles et ceux qui les nettoient. Si tu commandes des médicaments essentiels en ligne, vas-y. Mais peut-être que cette jolie paire de chaussures peut attendre.

Nous n'avons pas l'habitude de penser au travail invisible qui est derrière ces chaussures. Nous ne pensons pas aux êtres humains des chaînes de production et de la chaîne logistique qui livrent ces chaussures à notre porte. Mais dans cette période de pandémie, nous devons penser à ces personnes et déterminer si nous devons risquer qu'elles aillent travailler et faire cela pour nous. Est-ce un risque que nous voulons leur imposer ? Il s'agit de regarder le travail humain plutôt que son produit.

La deuxième chose, à propos de la phrase « soutenons nos troupes ». Je pense que nous devons redéfinir complètement ce terme. Nos travailleuses de la santé, de la production alimentaire, de nettoyage, des ordures ; ce sont eux nos troupes ! Ce sont ces personnes que nous devons soutenir. Nous ne devons pas penser aux troupes comme à des personnes qui tuent. Nous devons penser les troupes comme des personnes qui donnent et permettent la vie.

Jaffe : Cela fait quelques décennies que nous nous confrontons au refus de changer le

capitalisme pour combattre le changement climatique, et aujourd'hui nous voyons comment les choses peuvent changer rapidement, avec des distilleries et même [Ford](#) prévoyant de changer leur manière de produire pour faire du gel hydroalcoolique ou des respirateurs. Quelles leçons cela nous donne-t-il concernant la future lutte contre la catastrophe climatique ?

Bhattacharya : Notre lutte pour l'infrastructure est nécessaire, mais non suffisante. Nous devons lutter pour un changement des attitudes liées à l'organisation sociale. C'est beaucoup plus difficile que de lutter seulement pour des conquêtes social-démocrates. Nous savons déjà qu'une augmentation de la température globale va mettre en crise notre capacité de produire des aliments au niveau mondial.

Si elles ne sont pas contrôlées, les températures augmenteront tant et si bien que, dans des endroits comme le Sud de l'Asie et en Afrique, l'agriculture à l'air libre deviendra impossible pendant une bonne partie de l'année, et le bétail mourra. Aujourd'hui à Delhi, où vit ma famille, pendant de longues périodes les écoles doivent rester fermées à cause de la trop grande chaleur, et les hivers elles ferment à cause du *smog* [brouillard de pollution].

La menace qui pèse sur la production agro-alimentaire va se transformer en une spirale de sexisme croissant et peut-être de violence contre les femmes dans le monde entier, parce que ce sont les femmes ou les personnes identifiées comme telles qui sont « responsables » d'apporter à table la nourriture et, très souvent, de la production concrète des repas. Et il existe déjà une crise de l'eau potable dans le monde entier qui va s'aggraver.

En d'autres termes, si nous ne traitons pas le changement climatique avec le même degré d'urgence que le coronavirus aujourd'hui, alors cette pandémie ressemblera à des vacances en comparaison avec ce qui est à venir. L'apocalypse climatique ne sera pas temporaire, et beaucoup d'entre nous n'auront pas l'option de s'abriter sur place.

Nous voyons actuellement les mesures exceptionnelles que les États capitalistes peuvent prendre en situation de crise. Le gouvernement britannique prend en charge 80 % des salaires de nombreux travailleurs. Le gouvernement des États-Unis prévoit l'envoi de chèques pour les familles. Mais si ce type de mesures et cette focalisation sur ce qui est essentiel s'évanouissent une fois la crise passée, alors l'apocalypse climatique viendra et il n'y aura pas de moyens d'en sortir.

Après la crise du COVID-19, le capitalisme tentera un retour à la normale. Les énergies fossiles continueront à être utilisées. Notre tâche est de ne pas laisser le système oublier.

*

Article originellement publié sur [Dissent Magazine](#). Traduit par Louise Poulain.

Sarah Jaffe est reporter du Type Media Center, autrice de *Necessary Trouble : American in Revolt*, et coanimatrice du podcast *Dissent's Belabored*. Tithi Bhattacharya est professeure d'Histoire asiatique de l'Université de Purdue (Indiana).

Tithi Bhattacharya
Sarah Jaffe

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Contretemps

<https://www.contretemps.eu/capitalisme-reproduction-covid19-bhattacharya/>

Notes

[1] « Il n'existe pas de définition complète, exhaustive et satisfaisante du *care*, il concerne d'abord la prise en compte des soins aux personnes âgées, malades, dépendantes, mais beaucoup plus largement aux enfants et aux personnes qui partagent notre vie quotidienne. Mais le *care* renvoie aussi à un certain nombre d'activités à la limite du domestique, du sanitaire et du social, dans lesquelles des femmes accueillent et aident les personnes en perte ou insuffisance d'autonomie ; il s'agit à la fois du souci pour l'autre et des activités de prise en charge du soin d'entretien de la vie (par opposition avec le soin de réparation, professionnalisé). », Cresson, G. & Gadrey, N. (2004). Entre famille et métier : le travail du *care*. *Nouvelles Questions Féministes*, vol. 23(3), 26-41. doi:10.3917/nqf.233.0026.